

Réflexion autour d'une situation complexe

La Commission européenne a proposé en juillet 2021 un projet de législation qui prévoit de réduire à zéro les émissions de CO₂ des voitures neuves dans l'Union Européenne (UE) à partir de 2035. Cela entraînerait de facto, l'arrêt des ventes de véhicules d'essence et diesel à cette date - y compris les versions hybrides et hybrides rechargeables - au profit des seules motorisations 100% électriques. Cette politique actuelle d'électrification de l'automobile parfois qualifiée « *à marche forcée* » pourrait détruire jusqu'à un demi-million d'emplois d'ici à 2040 dans l'UE parmi les équipementiers, selon une étude publiée par l'Association européenne des fournisseurs automobiles (CLEPA). Ce travail « *met en évidence les risques d'une approche exclusivement axée sur les véhicules électriques pour les emplois de centaines de milliers de personnes* » a déclaré le secrétaire général de la CLEPA. L'électrification pourrait aussi permettre de nouveaux recrutements, notamment dans les logiciels, la fabrication et l'assemblage des éléments de batteries selon cette étude, ce qui réduirait la perte nette d'emploi à 275.000. Mais cela suppose la création d'une filière européenne compétitive de batteries face aux champions asiatiques. Ces activités nouvelles ne seront pas forcément localisées dans les mêmes régions, ni les mêmes entreprises, souligne le lobby basé à Bruxelles.